



Réforme du collège : Pap Ndiaye rouvre un débat vieux de cinquante ans

Le ministre de l'éducation nationale a qualifié le collège d'« homme malade du système ». Si observateurs et acteurs de terrain confirment l'existence de tensions, ils se méfient d'une énième réforme. Elisabeth Borne, première ministre, et Pap Ndiaye, ministre de l'éducation, rencontrent les élèves du collège Gabrielle-Marie-Scellier, à Airaines (Somme), le jour de la rentrée des classes, le 1er septembre 2022. MANON CRUZ / PHOTOPQR/LE COURRIER PICARD/MAXPPP

Eclipsé des débats pendant cinq ans, le collège revient au cœur des discours politiques. Dans un entretien accordé à *Midi libre*, mi-septembre, le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, a affiché sa volonté de « s'attaquer » au collège, qu'il qualifie d'« homme malade du système ». Depuis sa nomination, fin mai, le locataire de la Rue de Grenelle multiplie les prises de parole sur cette étape de la scolarité. Il a plusieurs fois évoqué l'« attention particulière » qu'il tenait à accorder au collège, « pris en sandwich » entre l'école primaire, érigée en « priorité » sous son prédécesseur Jean-Michel Blanquer, et le lycée, objet de la plus vaste réforme éducative du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

Pourquoi se focaliser sur le collège ? Pap Ndiaye insiste sur le « faible » niveau des élèves à la fin de la 3^e, surtout en mathématiques et en anglais, et sur les inégalités qui se « creusent » en 6^e pour justifier la nécessité d'une transformation. Les tests passés en début de 2^e montrent, en effet, qu'une partie des élèves n'a pas une maîtrise suffisante des compétences et des connaissances évaluées en maths et en français, et que les importants écarts de niveaux sont fortement corrélés à l'origine sociale des élèves.

Pour l'heure, le ministre de l'éducation nationale ne se risque à aucune annonce d'ampleur et renvoie à la concertation qui va se mettre en place dans le cadre du Conseil national de la refondation, cette instance de dialogue lancée par Emmanuel Macron début septembre. Seuls des dispositifs spécifiques ont été proposés pour la rentrée, comme la poursuite du « plan mathématiques » ou le déploiement d'un « plan d'urgence » pour améliorer le niveau d'anglais des collégiens. La Rue de Grenelle met également l'accent sur les expérimentations prévues pour « mieux accompagner la transition » entre le CM2 et la 6^e ou pour encourager la « découverte des métiers » pour les élèves dès la 5^e

« Concentration des difficultés »

Le collège est-il vraiment l'« homme malade du système » ? « On parle de “maillon faible” du système depuis l'instauration du collège unique », rappelle le sociologue François Dubet. Une image éculée que les réformes successives, depuis 1977, n'ont pas corrigée et qui se heurte à la difficulté d'établir un diagnostic précis sur les « performances » du collège et leur évolution.

Si des évaluations existent désormais à l'entrée de la 2^e, elles ne permettent pas de juger de l'effet du seul collège sur les résultats des élèves. En mathématiques, par exemple, la forte baisse du niveau est déjà observée à la fin de l'école primaire. Le constat est le même concernant les inégalités, déjà très prononcées à l'arrivée en 6^e. La Cour des comptes notait ainsi, en 2018, dans un rapport sur l'éducation prioritaire, des différences de niveaux contenues au collège, « alors même que la concentration des difficultés plus grande qu'en primaire pourrait les dégrader encore »

Observateurs et acteurs de terrain le reconnaissent cependant : il y a bien un « sujet collège », niveau de la scolarité où « se concentrent beaucoup de difficultés liées aux apprentissages », selon les mots de Sophie Vénétitay, responsable du SNES-FSU. « Au collège comme à l'école, des élèves de tous les horizons sont ensemble, sauf qu'au collège les problématiques liées à l'adolescence s'ajoutent au cumul des lacunes qui devient psychologiquement difficile à supporter pour des élèves qui vivent toute leur scolarité obligatoire en échec », abonde Jérôme Fournier, du SE-UNSA.

Sur le terrain, les enseignants témoignent, en outre, de tensions croissantes dans la gestion de l'hétérogénéité des classes. « Dans une même classe, j'ai un élève non francophone, des élèves qui doivent être accompagnés par des AESH [accompagnants d'élèves en situation de handicap] et n'en ont pas, ou pas à tous les cours, des élèves en très grandes difficultés scolaires... » énumère Emilie (qui n'a pas souhaité donner son nom), professeure d'anglais





en REP + à Sedan (Ardennes). « C'est très compliqué de gérer seule autant de problématiques dans un groupe de 25 élèves, surtout quand on n'y est pas formé. »

Manque de mixité

Des difficultés que beaucoup attribuent à un manque de moyens qui permettraient de « différencier les pédagogies » : les heures pour faire cours en demi-groupe, organiser les aides personnalisées, ou les moyens humains pour accompagner les élèves en situation de handicap.

« Le collège doit connaître un tassement des effectifs dans les années à venir, mais, pour l'instant, nous avons une augmentation du nombre de classes à 30 élèves », ajoute Alexis Torchet, secrétaire général du SGEN-CFDT. La proportion de classes concernées dans les collèges publics, bien que minoritaire, a doublé en dix ans. A cela s'ajoute un « effet établissement » très fort, fruit du manque de mixité, qui conduit à concentrer les élèves les plus défavorisés – qui sont aussi les plus en difficulté – dans certains collèges.

« La question du collège est surtout politique », estime, de son côté, Jean-Paul Delahaye, ancien directeur de l'enseignement scolaire. Pour lui, le collège n'est pas tant le « maillon faible » que le niveau « maltraité » du système éducatif, celui dont les moyens ont toujours été inférieurs à ceux du lycée. Celui, aussi, dont les finalités n'ont « pas été traitées ». Elles oscillent toujours entre le prolongement du primaire, dont il est la continuité dans le cadre de la scolarité obligatoire, et le prélude du lycée général, sur lequel il a calqué son fonctionnement.

Un éternel débat qui se retrouve dans les prises de position politiques. A droite, le collège unique n'a cessé d'être remis en question, encore à la dernière élection présidentielle – Valérie Pécresse voulait instaurer un examen avant la 6^e et Marine Le Pen qualifiait le collège unique de « machine à échec ». A gauche, c'est la construction d'un véritable collège pour tous qui alimente les discussions.

« Prendre le temps du consensus »

La réforme de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale de François Hollande, avait été pensée pour le consolider et pour clarifier ses finalités. Après l'inscription du « socle commun de connaissances, de compétences et de culture » dans la loi en 2005 et sa déclinaison pédagogique précise en 2013 (quarante ans après la création du collège unique), la réforme de 2015 avait pour ambition « de réorganiser le système pour assurer l'acquisition du socle commun par tous les élèves », souligne Alexis Torchet, du SGEN-CFDT.

Jean-Michel Blanquer a cependant détricoté les fondements de cette réforme dès son arrivée Rue de Grenelle, en 2017, et les changements mis en œuvre depuis 2016 (les marges d'autonomie, les heures d'enseignement pratiques interdisciplinaires...) et leurs conséquences sur la scolarité des élèves n'ont jamais été évalués – pas plus, d'ailleurs, que toutes les précédentes réformes. « Des choses ont été mises en place dans les collèges, mais elles passent sous les radars institutionnels », regrette Alexis Torchet.

Pour Yves Durand, ancien député socialiste désormais proche de la majorité présidentielle, le collège « n'est pas plus malade que le reste », et apporter des réponses à ses problématiques nécessite moins une réforme ciblée qu'une réflexion systémique sur l'attractivité du métier, la formation des enseignants – toujours formés de la même manière, qu'ils enseignent au collège ou au lycée – ou encore la mixité sociale dans les collèges, y compris privés. Celui qui fut aussi rapporteur de la loi sur la refondation de l'école en 2013 invite surtout à « prendre le temps du consensus » et à « arrêter les réformes par à-coups, sans cohérence d'ensemble, qui donnent le tournis aux enseignants et aux parents ». Une manière de rappeler que l'école, autant que de moyens, a besoin de temps.

Écouter aussi

Pap Ndiaye peut-il relever une école en crise ?

